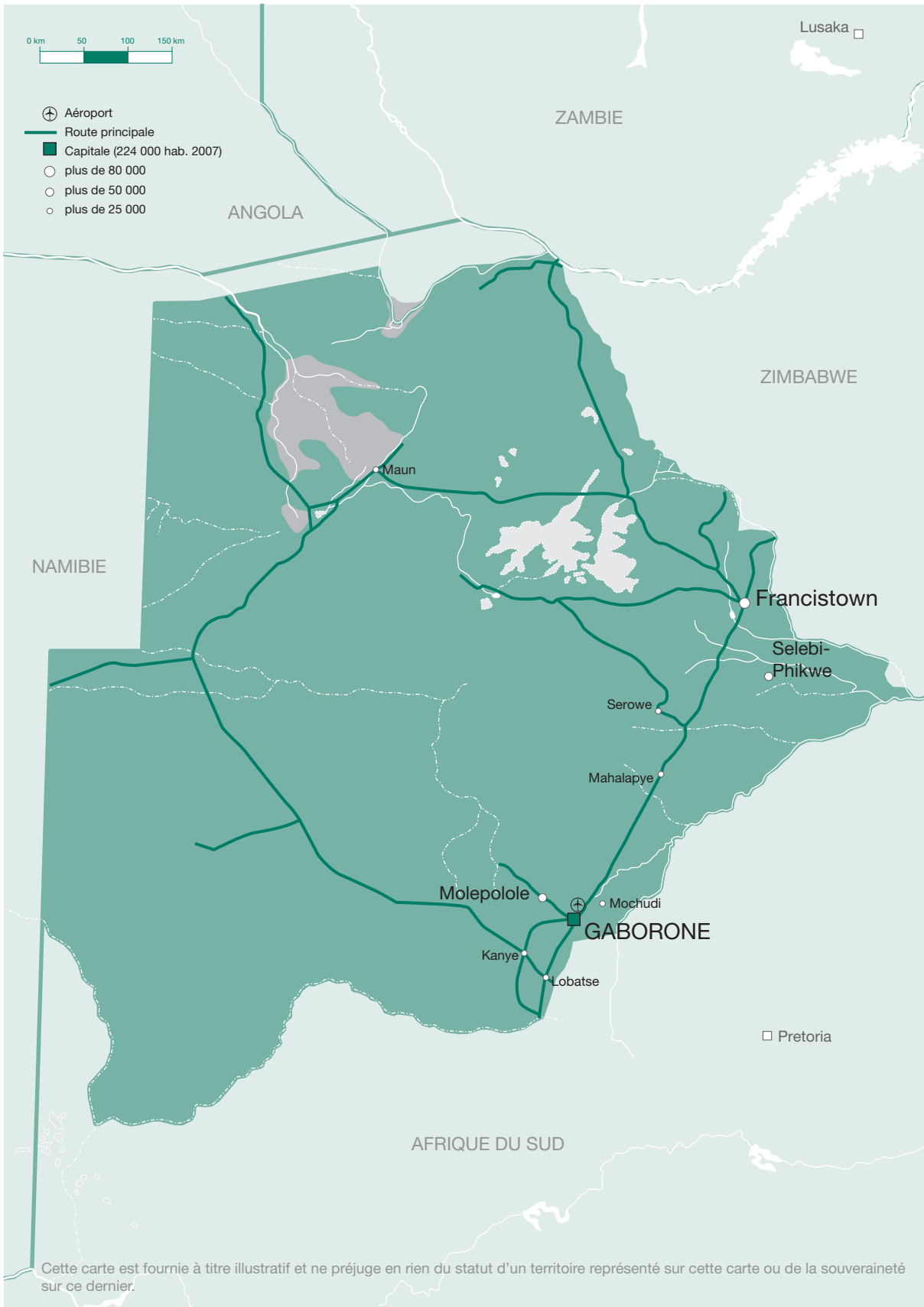




Botswana  
**2011**

[www.africaneconomicoutlook.org/fr](http://www.africaneconomicoutlook.org/fr)



# Botswana

## Vue d'ensemble

---

Classé au sein des pays les moins avancés (PMA) lors de son indépendance en 1966, le Botswana est passé en moins de trois décennies dans les pays à revenu intermédiaire (PRI). Et ce, grâce à une gestion attentive de sa manne diamantaire. Le produit intérieur brut (PIB) par habitant a plus que doublé, à prix constants, en huit ans, s'élevant à 6 760 dollars (USD) en 2008 contre 3 180 USD en 2000. Mais il s'est réduit à 6 215 USD en 2009, sous l'effet de la chute de la demande mondiale en diamants et autres minéraux. Malgré la hausse impressionnante du revenu par habitant, la pauvreté et les inégalités restent problématiques.

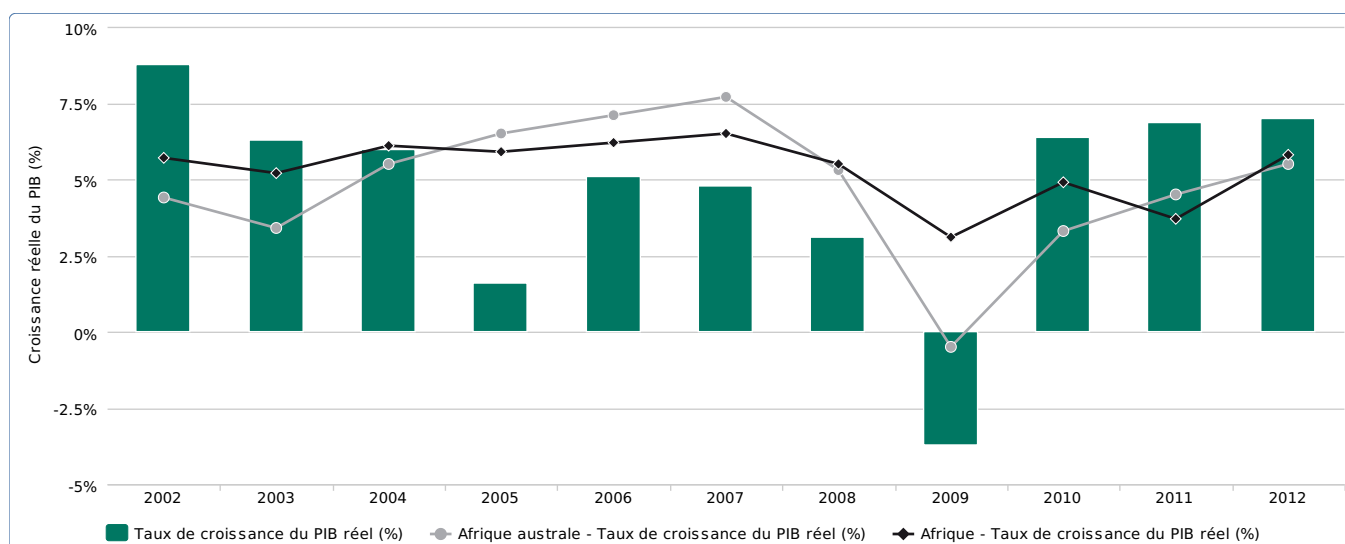
La forte dépendance du pays envers ses exportations de diamant brut rend délicate la recherche d'une croissance durable. La crise économique et financière mondiale de 2008 a provoqué un déclin de 3.7 % dans l'activité au Botswana en 2009, sous le coup notamment de la chute substantielle de la demande en diamants. La croissance est revenue en 2010, avec un taux de 6.4 % qui devrait passer à 6.9 % en 2011 et 7 % en 2012. La balance du compte courant s'est fortement dégradée en 2009 et 2010, mais elle devrait se redresser et redevenir positive en 2011 et 2012. Le budget national a également été mis sous pression par de lourds déficits dont la maîtrise prendra du temps. Les réserves en devises se sont stabilisées, pour représenter environ 17 mois d'importations.

L'inflation a reculé, passant à 7 % en 2010 contre 8.2 % en 2009, au-dessus de la fourchette de 3 % à 6 % fixée comme objectif à moyen terme par la banque centrale. Mais une hausse de la taxe à la valeur ajoutée (TVA) et un meilleur encadrement des prix ont biaisé le calcul. L'inflation devrait facilement entrer dans la fourchette au deuxième trimestre 2011. Un probable recul de l'inflation en Afrique du Sud, le principal partenaire commercial du Botswana, devrait d'ailleurs y aider.

Les autorités veulent diversifier l'économie au-delà du diamant, et le secteur privé dispose d'une assise solide. Le pays peut miser sur une politique macroéconomique robuste, un secteur financier performant, une bonne gouvernance et des infrastructures relativement développées, grâce à des investissements soutenus. Au bout du compte, le Botswana soutient avantageusement la comparaison avec ses pairs. L'édition 2011 du rapport de la Banque mondiale sur l'environnement des affaires, *Doing Business*, classe le Botswana au 52<sup>ème</sup> rang sur 183 pays. Sur l'indice 2010 de la perception de la corruption de *Transparency international*, il est classé 33<sup>ème</sup> sur 178 pays, devant tous les pays d'Afrique noire.

Le Botswana progresse sur le chemin des réformes pour la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) à l'horizon 2015. Il a accompli des efforts significatifs dans les domaines de l'éducation et de la santé, mais l'épidémie de VIH/Sida pose toujours un grand défi malgré les mesures prises. Le Botswana propose l'une des meilleures préventions en Afrique de la transmission de mère à enfant, 96 % des bébés suivi par ce programme n'étant pas contaminés à la naissance.

Figure 1 : Taux de croissance du PIB réel (S)



**Source :** Données du FMI et sources nationales ; calculs des auteurs pour les estimations et les prévisions.

2010 : estimations ; 2011 et années suivantes : prévisions.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888932411666>

Tableau 1 : Indicateurs macroéconomiques

	2009	2010	2011	2012
<b>Taux de croissance du PIB réel</b>	-3.7	6.4	6.9	7
<b>Inflation IPC</b>	8.2	7	6.1	5.3
<b>Balance budgétaire % PIB</b>	-5.2	-11.1	-6.9	-6
<b>Balance courante % PIB</b>	-5.7	1.5	1.9	2.7

**Source :** Données des administrations nationales ; calculs des auteurs pour les estimations et les prévisions.

Les données pour la balance budgétaire sont reportées par exercice fiscal avril (n)/mars(n+1).

2010 : estimations ; 2011 et années suivantes : prévisions.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888932414022>

## Développements économiques récents et perspectives

Tableau 2 : Ventilation sectorielle du PIB (en pourcentage)

	2005	2009
<b>Agriculture, foresterie, pêche et chasse</b>	1.8	3
<b>Agriculture, élevage, pêche et exploitation forestière</b>	-	-
<b>dont agriculture</b>	-	-
<b>dont cultures vivrières</b>	-	-
<b>Mines et extraction</b>	38	25.9
<b>Mines, industries manufacturières et services d'utilité publique</b>	-	-
<b>dont pétrole</b>	-	-
<b>Industries manufacturières</b>	3.5	4
<b>dont hydrocarbure</b>	-	-
<b>Electricité, gaz et eau</b>	2.4	2.9
<b>Electricité, eau et assainissement</b>	-	-
<b>Construction</b>	4.4	5.2
<b>Vente en gros et de détail, hôtels et restaurants</b>	10.3	13.6
<b>dont hôtels et restaurants</b>	2.7	4.9
<b>Transports, entreposages et communications</b>	3.6	4.9
<b>Transport et stockage, information et communication</b>	-	-
<b>Finance, immobilier et services aux entreprises</b>	10.5	12.4
<b>Intermédiation financière, services immobiliers, services aux entreprises et autres services</b>	-	-
<b>Services des administrations publiques</b>	17	18.5
<b>Administration publique et défense, sécurité sociale, éducation, santé et travaux sociaux</b>	-	-
<b>Administration publique, éducation, santé</b>	-	-
<b>Administration publique, éducation, santé et autres services sociaux et personnels</b>	-	-
<b>Administration publique, éducation, santé et travaux sociaux, services communautaires, sociaux et personnels</b>	-	-
<b>Administration publique, éducation, santé et travaux sociaux, services communautaires et sociaux</b>	-	-
<b>Autres services communautaires, sociaux et personnels</b>	-	-
<b>Autres services</b>	8.5	9.7
<b>Produit intérieur brut aux prix de base / au coût des facteurs</b>	100	100

**Source** : Données des administrations nationales; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).

2010 : estimations ; 2011 et années suivantes : prévisions.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932414991>

L'économie du Botswana est dominée par le secteur minier, les services et l'agriculture. Cette dernière, bien que marginale, fournit 40 % des denrées alimentaires du pays.

Les mines, principalement celles de diamant, représentent environ un tiers du PIB, plus de la moitié du total des exportations et environ 50 % des recettes publiques. La crise économique mondiale de 2008 a affecté la demande en diamants, dont la production s'est affaïssée de moitié en 2009 pour s'établir à 17.73 millions de carats. Du coup, la contribution du secteur au PIB est tombée à 28.3 % en 2009, contre 36.5 % en 2008. Mais en 2010, les exportations de diamants ont repris pour une valeur de 3.01 milliards USD, un chiffre comparable à celui de 2008 (3.14 milliards USD).

En dehors du secteur minier, l'économie a bien résisté à la crise, croissant de 6.2 % en 2009 et 5 % en 2010. La finance, le commerce, le tourisme et les services publics ont pris le relais. Pendant la période 2004-09, tous ces secteurs réunis ont crû au rythme moyen de 8 % [1].

En 2010, l'inflation a augmenté entre 6 % et 8 % au rythme mensuel moyen de 7 % (7.4 % au mois de décembre). Le rythme de l'inflation devrait tomber en dessous de 6 % au deuxième trimestre 2011.

La performance globale de l'économie en 2010 est encourageante : la croissance a atteint 6.4 % sur l'année, et même 10.7 % lors du dernier trimestre de l'exercice budgétaire (clos au 1er septembre au Botswana). Les prévisions tablent sur une croissance de 6.9 % en 2011 et de 7 % en 2012 dans le scénario d'une hausse continue de la demande pour les produits d'exportation du Botswana, ainsi que d'une hausse des investissements publics et de la consommation intérieure.

Tableau 3 : Composantes de la demande

	En pourcentage du PIB (à prix courants)		Pourcentages de variation, en volume			Contributions aux variations du PIB		
	2002	2009	2010	2011	2012	2010	2011	2012
<b>Formation brute de capital</b>	27	24	5.8	16.9	13.9	1.6	4.7	4.2
Publique	10.7	14.9	5	15	10	0.9	2.6	1.8
Privée	16.3	9.1	7	20	20	0.7	2.1	2.4
<b>Consommation finale</b>	61.9	81.5	2.1	1.8	2.6	1.7	1.4	1.9
Publique	20.7	24.2	6.1	1.2	1.2	1.5	0.3	0.3
Privée	41.2	57.3	0.3	2.1	3.2	0.2	1.1	1.7
<b>Secteur externe</b>	11.1	-5.5	-	-	-	3.1	0.8	0.9
Exportations	46.6	37.7	12.3	8.5	8.6	5.3	3.9	4
Importations	-35.4	-43.2	4.2	6	6	-2.2	-3.1	-3.1
<b>Taux de croissance du PIB réel</b>	-	-	-	-	-	6.4	6.9	7

Source : Données des administrations nationales; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).

2010 : estimations ; 2011 et années suivantes : prévisions.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932415960>

## Politiques macroéconomiques

---

La politique budgétaire et monétaire du Botswana a cherché en 2010 à relancer l'économie en encourageant la demande intérieure et la stabilité des prix.

### Politique budgétaire

La chute de l'économie mondiale a affecté la demande internationale du principal produit d'exportation du Botswana, les diamants, et entraîné un sévère recul des recettes publiques, qui a menacé les avancées du programme Vision 2016 [2]. Les recettes publiques totales ont décliné de 8.8 % dans l'exercice budgétaire 2009/10, en raison de la chute de 32.9 % des taxes et royalties minières enregistrées pendant l'exercice 2008/09 (l'exercice budgétaire du Botswana commence le 1<sup>er</sup> septembre de chaque année). Pour l'exercice 2010/11, le total des revenus dons compris ne devrait représenter, selon les prévisions, que 34.9 % du PIB, contre 35.2 % lors de l'exercice précédent, suite à la baisse des recettes douanières. Les recettes de l'Union douanière de l'Afrique australe (*South African Customs Union - Sacu*) vont diminuer de 24 % pour l'exercice 2010/11, du fait notamment du haut niveau des excédents perçus par l'Union les années précédentes. Malgré la baisse des recettes publiques, le déficit budgétaire de l'exercice 2010/11 devrait être contenu à 6.9 % (contre 11.1 % en 2009/10), puis à 6 % pour 2011/12. En attendant l'équilibre prévu pour l'exercice 2012/13, l'impasse budgétaire sera financée par un tirage sur l'épargne, l'émission d'obligations d'État et des emprunts à l'étranger.

Les dépenses publiques du Botswana sont orientées vers la fourniture des services sociaux et le développement des infrastructures de développement favorisant la diversification de l'économie. Les dépenses d'éducation représentent environ 25 % du budget national et celles de santé 7 %. Les dépenses en capital représentent environ 30 % du budget, et sont destinées en priorité aux projets en phase avec la volonté de diversifier l'économie. Les grands projets d'infrastructures décidés en réplique à la crise mondiale ont porté sur le développement des aéroports, du réseau routier, de la production d'électricité et des barrages [3]. Ces dépenses en capital vont diminuer au fil de la réalisation des projets. Le service de la dette publique est modeste, grâce à la politique budgétaire traditionnelle du Botswana d'avant la crise, qui privilégiait la recherche d'un excédent. Cependant, la dette s'est brutalement creusée pour passer de 2.6 % du PIB en 2008-09 à près de 19 % en 2010/11, ce qui va certainement alourdir sur le long terme le service de la dette extérieure.

Tableau 4 : Opérations financières de l'État (en pourcentage du PIB)

	2002	2007	2008	2009	2010	2011	2012
<b>Recettes totales (avec dons)</b>	35	40.2	35.8	34	35.2	34.9	34.4
Recettes fiscales	29.2	37	32.3	30.4	31.4	31.4	31
Recettes pétrolières	-	-	-	-	-	-	-
Dons	0.2	0.7	0.7	0.7	0.9	0.4	0.3
Autres revenus	-	-	-	-	-	-	-
<b>Dépenses totales (et prêts nets) (a)</b>	37.7	28.9	31.1	39.3	46.3	41.8	40.4
Dépenses courantes	27.4	22.6	23.2	26.7	30.2	27.8	26.1
Sans les intérêts	27.1	22.2	22.9	26.4	29.7	27.3	25.6
Salaires	9.5	8.5	8.6	9.7	11.2	9.4	8.7
Biens et services	13	10.6	11.4	13.5	14.2	14.3	13.4
Intérêts	0.3	0.3	0.3	0.3	0.4	0.5	0.5
Dépenses en capital	10.2	5.9	8.2	12.8	15.3	14	14.4
<b>Solde primaire</b>	-2.4	11.6	5.1	-4.9	-10.7	-6.5	-5.5
<b>Solde global</b>	-2.7	11.2	4.8	-5.2	-11.1	-6.9	-6

a. Seuls les principaux postes de recettes et de dépenses sont détaillés.

Source : Données des administrations nationales; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p). Année Fiscale Juillet (n-1)/Juin(n).

2010 : estimations ; 2011 et années suivantes : prévisions.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932416929>

## Politique monétaire

La Banque du Botswana, qui joue le rôle de banque centrale, entend contenir l'inflation dans une fourchette de 3 % à 6 %. Si les perspectives à moyen terme sont favorables, l'augmentation de 2 % de la TVA devrait toutefois retarder la réalisation de l'objectif. L'inflation s'est élevée en glissement à 7.8 % en mai 2010 contre 5.8 % en décembre 2009, en raison de l'augmentation des tarifs de l'électricité et de la TVA. Bien que l'inflation ait atteint en moyenne 7 % en 2010, elle devrait se réduire pour intégrer la fourchette prévue au début de 2011 – sous réserve d'une forte augmentation des prix encadrés et des impôts. L'inflation modérée observée en Afrique du Sud, principale source des importations, devrait aussi soulager le taux de l'inflation au Botswana. Mais les fortes hausses des prix mondiaux du pétrole et des denrées alimentaires brouillent les prévisions.

Pour aider à la relance de l'économie, la banque centrale a réduit son taux d'intérêt de base, qui est passé de 15.5 % en septembre 2008 à 9.5 % en décembre 2010. Cette facilité de crédit a stimulé l'investissement du secteur privé, comme en attestent l'augmentation de 20 % sur la période 2008-10 des prêts et avances consentis aux entreprises privées comme publiques. La banque centrale maintient sa politique de faibles taux d'intérêt, en phase avec la politique des autres membres de la Sacu, pour encourager l'investissement intérieur. Au bout du compte, le cours de la politique monétaire en vigueur paraît cohérent avec la réalisation de l'objectif d'une inflation contenue entre 3 % et 6 %.

## Position extérieure

La compétitivité du Botswana s'est légèrement améliorée avec la dépréciation de 7.4 % du pula (BWP), la devise nationale, vis-à-vis du rand sud africain en 2010. Et ce, même si le pula s'est apprécié de 3.6 % par rapport au dollar (USD). Compte tenu du recul de l'inflation et de la relance de l'économie, on prévoit une relative stabilité du taux de change, avec une dépréciation marginale en 2011 et 2012 [4].

La balance des comptes courants s'est beaucoup améliorée avec la reprise des exportations en 2010 et l'augmentation générale des exportations hors secteur minier. Les réserves en devises se sont du coup gonflées, pour représenter en décembre 2010 environ 17 mois d'importations, contre 11 mois à la fin de 2009. La reprise des importations consécutive au rebond de la demande en diamants devrait améliorer les réserves de change et, par conséquent, le solde des comptes courants.

Tableau 5 : Comptes courants (en pourcentage du PIB)

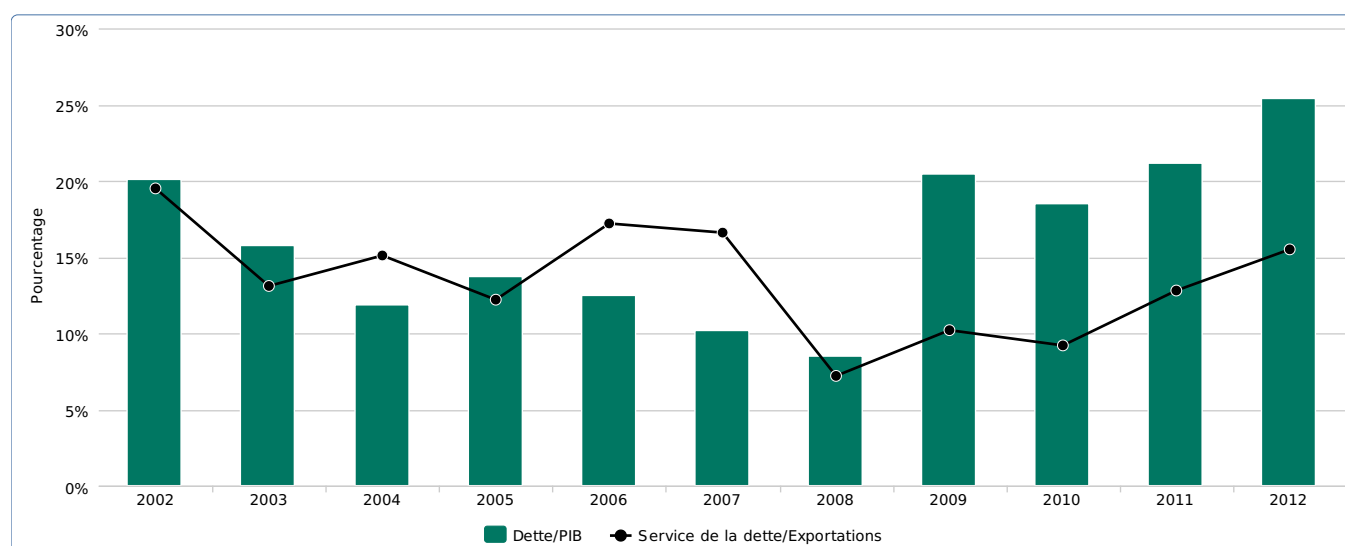
	2002	2007	2008	2009	2010	2011	2012
<b>Balance commerciale</b>	11.6	13.9	3.3	-5.9	-1.9	-0.3	0.7
Exportations de biens (f.o.b.)	38.5	41.7	35.8	28.8	30.7	32.3	32.7
Importations de biens (f.o.b.)	26.9	27.8	32.5	34.6	32.6	32.6	32
<b>Services</b>	-0.5	-1.5	0.6	-5.4	0	0.3	0.3
<b>Revenu des facteurs</b>	-11.5	-6	-4.7	0.3	-0.6	-0.6	-0.6
<b>Transferts courants</b>	3.5	8.9	7.7	5.2	3.9	2.6	2.3
<b>Solde des comptes courants</b>	3.2	15.4	6.9	-5.7	1.5	1.9	2.7

**Source :** Données de la Banque centrale et des administrations nationales; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions(p). Année Fiscale Avril (n)/ Mars (n+1)

2010 : estimations ; 2011 et années suivantes : prévisions.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932417898>

Figure 2 : Part de l'encours de la dette extérieure dans le PIB et ratio du service de la dette sur les exportations (en pourcentage)



**Source :** Données du FMI et sources nationales ; calculs des auteurs pour les estimations et les prévisions.

2010 : estimations ; 2011 et années suivantes : prévisions.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932411666>

## Questions structurelles

---

### Développement du secteur privé

Le Botswana enregistre une série de bons indicateurs, susceptibles d'attirer les investisseurs privés. Dans le rapport *Doing Business* de la Banque mondiale en 2011, le Botswana arrive au 52<sup>e</sup> rang sur 183 pays, soit le troisième rang en Afrique pour l'environnement des affaires, derrière Maurice (17<sup>e</sup>) et l'Afrique du Sud (34<sup>e</sup>). Le Botswana pourrait prétendre à un rang bien meilleur s'il n'était pas pénalisé par son enclavement géographique [5]. En termes de gouvernance, le Botswana est en pointe dans la lutte contre la corruption. Il figure à la 33<sup>e</sup> place sur 178 pays au classement 2010 de *Transparency International* sur l'indice de perception de la corruption, en tête de tous les pays situés au sud du Sahara. Sur l'indice de la gouvernance en Afrique calculé par la Fondation Mo Ibrahim, le Botswana s'est classé troisième des 53 pays africains en 2010, derrière Maurice et les Seychelles. En outre, sur l'index global de paix 2010 du magazine *The Economist*, le Botswana figure parmi les pays les plus paisibles au monde, à la 33<sup>e</sup> place sur 149 pays, derrière Singapour, la France et la Grande Bretagne.

Les autorités ont élaboré des programmes spécifiques pour améliorer les capacités productives du secteur privé. Le programme civique de renforcement de l'économie (*Citizen Economic Empowerment* - CEE) figure parmi ces initiatives, qui visent à asseoir et développer la prospérité de la nation prospère, avec un haut niveau d'éducation. Le CEE entend offrir au secteur privé des opportunités économiques au moyen de grands projets et de création de capacités. Il est placé sous la tutelle de deux organismes indépendants - l'Agence de développement civique de l'esprit d'entreprise (CEDA) et la Régie de l'entreprise locale (LEA) - qui dispensent des fonds, des formations et des services de conseil aux candidats à la création d'entreprise. Les autorités cherchent à décentraliser la plupart de ces services, toujours dans l'intention de stimuler la production locale et d'encourager les petites et moyennes entreprises (PME).

### Développement du système financier

Le secteur financier est un facteur décisif de la croissance et de la diversification de l'économie du Botswana. Il a bien résisté à la crise financière mondiale, grâce à la robustesse de l'encadrement mis en place par la Banque centrale. Aucun plan de sauvetage n'a été nécessaire.

Le secteur bancaire est bien développé. Il existe huit banques commerciales, dont le néerlandais ABN Amro Bank, implanté en 2010 pour se consacrer au secteur du diamant, fort de son expérience dans cette industrie. Les organismes financiers non bancaires vont également de l'avant, grâce à la mise en place en 2008 d'une autorité de régulation, la *Non-Banking Financial Institutions Regulatory Authority* (NBFIRA). Il existait à la fin 2009 un total de 103 fonds de retraite, totalisant des avoirs estimés à 32.4 milliards BWP, soit 39 % du PIB [6]. Les fonds de pension sont toutefois limités par la rareté des opportunités d'investissement au Botswana, ce qui les a conduits à expatrier 60 % de leurs ressources financières.

Le Centre de services financiers internationaux (IFSC), établi en 2003, encourage les investissements transfrontaliers dans le secteur financier. Il vise à faire une place transnationale de services financiers et d'affaires au Botswana. Il avait attiré en 2010 quelque 45 sociétés dotées d'un capital cumulé de plus de 6 milliards BWP et employant environ 600 personnes dans divers corps de métiers. En plus d'un traitement préférentiel des demandes de permis de travail des employés étrangers des sociétés affiliées, ces derniers peuvent, depuis 2010, obtenir un permis de séjour plus rapidement [7].

La Bourse des valeurs du Botswana (la BSE), officiellement établie en 1989, occupe une place importante dans le secteur des services financiers. Elle est l'une des bourses les plus performantes de l'Afrique australe en termes de moyenne des retours agrégés (24 % au cours de la dernière décennie), et la troisième en envergure en termes de capitalisation [8]. En 2010, la BSE a introduit sur le marché un Fonds des échanges commerciaux - un panier d'actions qui s'échangent au titre de simple sécurité. On attend de cette initiative qu'elle améliore la liquidité de la BSE, très faible actuellement. Les gains de la BSE sont générés surtout par le secteur bancaire, qui draine plus de 60 % des actions cotées en Bourse.

### Autres développements récents

Les objectifs prioritaires du Botswana, énoncés dans le dixième Plan de développement national (2009-16), visent à diversifier l'économie en dehors du secteur minier. Une orientation encore plus nécessaire depuis la crise mondiale et le recul de l'économie. Les autorités ont identifié six principaux champs d'intervention : les activités liées au diamant, les transports et le tourisme, l'innovation, l'agriculture, l'éducation et la santé. Les services financiers et les activités de tourisme, sous la tutelle respective de l'IFSC et de la Commission du tourisme, visent à faire du Botswana une place financière internationale et une destination recherchée par les touristes sud-africains.

Le tourisme présente un potentiel important pour les recettes étrangères du pays, avec 17 % de son territoire organisés en parcs disposant d'attractions uniques. Il y a notamment le delta de l'Okavango - le plus grand estuaire au monde - et le parc national de Chobe, refuge de grands troupeaux d'éléphants. Bien que la contribution du tourisme à l'économie nationale soit faible (environ 4.2 % du PIB), le secteur emploie 11 000 personnes. Les initiatives en cours pour développer ce secteur comprennent de nouveaux services aéronautiques à Gaborone, la capitale, et la modernisation des autres aéroports du pays. L'un des principaux défis auxquels est confronté le secteur est la pénurie de personnels locaux qualifiés [9].

Pour accroître la valeur ajoutée de l'industrie du diamant, des ateliers de taille et de polissage ont été créés. En septembre 2010, pas moins de 16 ateliers employaient 3 000 personnes. Dans les régions, celle de Selebi-Phikwe par exemple, on mise sur la diversification pour préparer l'abandon de l'exploitation minière de cuivre et de nickel [10]. Le but est de développer les ressources régionales, notamment l'agriculture, l'industrie et le tourisme, en utilisant les infrastructures déjà en place.

L'agriculture est essentielle à la fois pour la sécurité alimentaire (elle répond à 40 % de la demande intérieure) et pour l'export. Une attention particulière est portée à l'élevage du bétail, principale exportation agricole du pays. Parmi les mesures engagées pour garantir la qualité et la compétitivité des exportations de viande bovine, l'Institut des vaccins (VI) a créé un nouveau laboratoire vétérinaire de lutte contre la fièvre aphteuse. Les trois grands barrages en cours de construction permettront d'augmenter considérablement les capacités d'irrigation [11].

La diversification de l'économie repose aussi sur les bonnes performances des entreprises publiques, qui comprend notamment la Société de développement du Botswana (BDC), principal organisme d'investissement et de crédit, à la tête d'un portefeuille couvrant les divers secteurs de l'économie. Cette structure a obtenu de bons résultats et lancé de nombreux projets, y compris des manufactures de verre et d'acier qui ont créé 500 nouveaux emplois directs fin 2010. La privatisation des entreprises publiques s'était ralentie depuis le lancement du programme en 2005, mais elle a retrouvé de l'élan avec la cession prévue de la *Botswana Telecommunication Corporation* (BTC) et de la Banque nationale de développement (NDB). Pour susciter un partenariat public-privé (PPP) dans le secteur des infrastructures de développement, le gouvernement va instaurer une unité de coordination des PPP au sein du ministère des Finances.

## Partenaires économiques émergents

---

La découverte au Botswana, dans les années 80, des plus grandes réserves de diamant au monde explique que le pays soit rapidement passé dans le groupe des pays à revenu intermédiaire (PRI). D'où la forte réduction de l'aide des donateurs. Les derniers d'entre eux, tels que l'Union européenne (UE), soutiennent des domaines spécifiques - santé et éducation - au moyen de prêts bonifiés et de dons. Quant aux partenaires émergents, la Chine arrive en tête, même si le Botswana la considère comme un partenaire traditionnel, en raison de relations bilatérales qui remontent à 1975. La Chine intervient dans plusieurs domaines, notamment les grands chantiers de construction, les prêts bonifiés, l'assistance technique aux secteurs de l'éducation, de l'agriculture et de la santé, et un soutien aux services financiers et au commerce bilatéral. En termes d'aide étrangère, la Chine vient au second rang, derrière le Japon.

Selon les données de l'ambassade de Chine à Gaborone, les importations en provenance de Chine sont passées de 11.5 millions USD en 2000 à 360 millions USD en 2008, et les investissements chinois se sont élevés à 73.6 millions USD en 2009. Au chapitre de l'assistance technique, plus de 120 ressortissants chinois travaillent à l'aménagement du territoire et à la planification des projets, tandis que 12 équipes médicales comptant 300 professionnels de santé aident le Botswana à pallier le manque d'effectifs dans le pays. Afin de contribuer à la création de capacités, la Chine a organisé des séminaires et des sessions de formation à l'intention de quelque 300 fonctionnaires, et elle est en train de créer à Gaborone un centre de jeunes multiactivité avec un budget d'environ 10 millions USD. En novembre 2010, 27 entreprises chinoises étaient présentes dans les secteurs du bâtiment, des communications, de la production d'électricité, des réservoirs d'eau, des transports, de la prospection minière, de la confection textile et du commerce.

## Contexte politique

---

Le Botswana se distingue par sa vie politique paisible, organisée sur la base du système parlementaire. Le président du pays est à la fois le chef de l'État et du gouvernement.

Le Botswana est une démocratie constitutionnelle multipartite, où des élections libres et loyales sont organisées à échéance régulière depuis l'indépendance en 1966. La Commission électorale indépendante (CEI) a pour mission de faciliter la formation de gouvernements démocratiquement élus, légitimés par des élections transparentes, libres et honnêtes, conformément au cadre législatif en vigueur au Botswana et aux principes et normes reconnus par la communauté internationale. Dans les faits, les partis de l'opposition ne sont jamais parvenus à l'emporter sur le Parti démocratique du Botswana (BDP), qui dirige le pays depuis l'indépendance. Les autres principaux partis sont le Front national du Botswana (BNF), le Parti du congrès (BCP) et le Mouvement pour la démocratie (BMD).

Le BDP du président Ian Khama a été reconduit au pouvoir lors des dernières élections d'octobre 2009. Le BDP dispose au parlement d'une majorité forte de plus du double du total des députés des 17 partis d'opposition.

## Contexte social et développement des ressources humaines

---

Le Botswana est confronté à plusieurs problèmes sociaux d'envergure – des taux de pauvreté élevés, les inégalités, le chômage et l'épidémie du VIH/sida. Pas moins de 23 % de la population vit sous le seuil de pauvreté. Le chômage touche 17 % de la population active, et le coefficient de Gini (0.60) trahit de fortes inégalités pour un pays à revenu intermédiaire. Le fort chômage résulte de l'étroitesse de la base d'une économie dominée par les mines, un secteur ayant peu de relations avec les autres activités. Les autorités ont adopté diverses mesures en faveur de la création d'emplois, parmi lesquelles le lancement de projets à haute intensité de main d'œuvre et la création d'un programme national d'insertion à l'intention des jeunes diplômés. Ce programme a accueilli 3 000 stagiaires, dont la majorité a pu ensuite trouver un emploi permanent dans le secteur formel.

Le secteur privé emploie 56 % du total des salariés, devant l'administration (30 %). L'administration territoriale et les entités semi-publiques représentent respectivement 9 % et 5 % du marché du travail. La part du secteur public et du secteur privé n'a enregistré qu'une croissance respective de l'ordre de 3 % et de 1.8 % en 2010, dans le sillage de la dépression mondiale.

La réalisation des OMD est en bonne voie. Le deuxième rapport sur les progrès accomplis en la matière, publié en novembre 2010, signale des avancées notables depuis la réforme du secteur public, engagée en 2004. Le taux de pauvreté est passé de 47 % en 1993 à 30.6 % en 2002 puis environ 23 % en 2009. Le Botswana est en passe d'accomplir à l'horizon 2015 les OMD relatifs à l'école primaire universelle, après avoir enregistré en 2009 un taux brut d'inscription de 85.8 % et un faible taux d'abandon de 6 %. La parité des genres est réalisée dans l'école primaire et l'enseignement secondaire – avec respectivement 48.8 % et 51.9 % de filles dans les établissements correspondants [9].

L'amélioration des soins de santé a eu des effets positifs sur le bien-être de la population. La mortalité infantile comme le pourcentage des enfants en dessous du poids normal à l'âge de cinq ans ont fortement reculé entre 1996 et 2008. Le taux de mortalité maternelle est passé de 326 à 198 décès pour 100 000 naissances vivantes entre 1998 et 2008. Le Botswana a constamment amélioré ses infrastructures et services de santé, et augmenté le nombre des médecins qualifiés et des autres personnels de santé. Le système sanitaire compte 31 hôpitaux, 243 cliniques et 340 dispensaires. En 2009, plus de 95 % des habitants avaient accès à un centre de santé dans un rayon de huit kilomètres de leur domicile. La part de la population ayant accès à l'eau potable et à l'assainissement atteignait 95.8 % et 79.8 % en 2007. Elle ne peut que s'améliorer avec la poursuite des investissements dans les services sociaux [10].

Le taux de prévalence du VIH/sida reste parmi les plus élevés d'Afrique australe. La troisième enquête sur l'épidémie (*AIDS Impact Survey*) menée au Botswana en 2008 a établi un taux de prévalence de 17.6 %, sans grand changement par rapport à celui de 2004 (17.1 %). Le taux de prévalence des femmes (20.4 %) est plus élevé que celui des hommes (14.2 %). L'Agence de coordination de la lutte contre le sida (*National Aids Coordinating Agency* - NACA) et ses partenaires ont élaboré un deuxième cadre stratégique national (*National Strategic Framework* - NSF) couvrant la période 2010-16. Le premier cadre stratégique national a été internationalement reconnu pour sa bonne coordination et sa détermination dans le traitement de la pandémie. Le Botswana est prêt à dépenser plus pour répondre à la demande croissante en tests de dépistage, conseils et traitements antirétroviraux.

## Notes

---

[1] Selon les données du plan de développement national (NDP - Government of Botswana National Development Plan).

[2] Le programme de développement à long terme Vision 2016 a pour ambition d'édifier, par une politique de développement socio-économique, une nation compétitive, gagnante et prospère. Vision 2016 s'articule en sept directions : (i) vers une nation bien éduquée et bien informée ; (ii) vers une nation prospère, productive et innovatrice ; (iii) vers une nation solidaire, juste et humaine ; (iv) vers une nation sûre et stable ; (v) vers une nation ouverte, démocratique et responsable ; (vi) vers une nation défendant ses valeurs et tolérante ; et (vi) vers une nation fière et unie.

[3] Parmi les principaux projets en cours de réalisation : (i) la centrale électrique « B » de Morupule ; (ii) les barrages de Thune, Lotsane et Dikgathong ; (iii) les aéroports de Maun, Sir Seretse Khama et Francistown ; (iv) les liaisons routières asphaltées entre le périphérique Ouest et Metsimotlhabe, Gaborone et le poste frontière de Tlokweg, Nata et Kagunzula, et Ngola et Kachikau.

[4] Banque du Botswana : déclaration de politique monétaire 2011.

[5] L'indicateur concernant le commerce transfrontalier est de 151 pour le Botswana, une note médiocre qu'explique le coût du transport des exportations et des importations, supérieur de 50 % pour l'export et de 35 % pour l'import à la moyenne des autres pays subsahariens.

[6] Rapport annuel 2010 du NBFIRA.

[7] Les entreprises accréditées auprès de l'IFSC bénéficient déjà de dérogations en matière de permis de travail quand leur demande de main d'œuvre a été agréée au préalable par le Comité de certification de l'IFSC.

[8] La capitalisation de la BSE s'élevait à 67.5 milliards USD fin décembre 2010.

[9] source: Office du tourisme du Botswana (juin 2009).

[10] La ville de Selebi-Phikwe, à 100 km de Francistown, se situe au centre d'un large complexe de mines et de fonderies de cuivre-nickel. Sa croissance est parmi les plus rapides des villes du pays, et elle dispose d'un habitat moderne et de services d'eau et d'électricité.

[11] Trois barrages sont en cours de construction pour l'irrigation et la production d'électricité à Thune, Lotsane et Dikgathong.

[12] Deuxième rapport des Nations Unies sur la réalisation des OMD, novembre 2010.

[13] Selon l'enquête 2007 de BFHS (Botswana Family Health Survey). Une enquête est menée tous les cinq ans, la prochaine étant prévue en 2012.